



Assemblée générale

Distr. limitée
1^{er} mai 2024
Français
Original : anglais

Comité de l'information

Quarante-sixième session

New York, 29 avril-10 mai 2024

Point 10 de l'ordre du jour

**Examen et adoption du rapport que le Comité
présentera à l'Assemblée générale à sa
soixante-dix-neuvième session**

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Liliana Verónica **Baños Müller** (El Salvador)

Chapitre III Débat général

1. Lors du débat général, des déclarations ont été faites par les représentant(e)s de l'Ouganda (au nom du Groupe des 77 et de la Chine, de l'Union européenne (au nom de ses États membres), de la République démocratique du Congo (au nom du Groupe des ambassadeurs francophones), de la République dominicaine (au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies), du Brésil (au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), de la Lettonie (au nom des États baltes), du Costa Rica, de la Fédération de Russie, du Pakistan, de la Côte d'Ivoire, de l'Arabie saoudite, de la Colombie, de Haïti, de l'Uruguay, du Brésil (à titre national), de l'Allemagne, de l'Inde, du Liban, des Philippines, de l'Argentine, du Népal, de l'Iran (République islamique d'), du Bangladesh, de Madagascar, du Portugal, de la Thaïlande, de l'Ukraine, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de l'Italie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'El Salvador, de l'Algérie, du Japon, de Cuba, de la Chine, du Mexique, de la Bolivie (État plurinational de), de la République de Corée, du Maroc, de l'État de Palestine et de l'Organisation internationale de la Francophonie.

2. Le débat général a débuté après une déclaration du Président du Comité. Celui-ci a fait observer que la communauté internationale se heurtait à de nouvelles tensions internationales, telles que l'aggravation de la crise du développement durable et des changements climatiques, et que l'on assistait à une recrudescence de la désinformation, de la désinformation et des discours de haine. Il a souligné le rôle que jouait le Comité s'agissant de lutter contre les différentes problématiques en donnant la priorité à la diffusion d'informations précises, fiables et opportunes. Il a ensuite déclaré qu'au cours de la session, des questions très diverses seraient examinées et feraient l'objet de délibérations, notamment le rôle des médias dans la



structuration de l'opinion publique, la nécessité impérieuse de combler le fossé numérique entre le Nord et le Sud et l'impératif de lutter efficacement contre la désinformation et les discours de haine, notamment en neutralisant les contenus préjudiciables et les discours fallacieux. À cet égard, il a salué le travail entrepris par le Département de la communication globale pour lutter contre les discours de haine, la mésinformation et la désinformation., et pour élaborer certains principes visant à garantir l'intégrité de l'information.

3. La Secrétaire générale adjointe à la communication globale a également fait une déclaration, dans laquelle elle a donné un aperçu des diverses activités et initiatives menées par le Département. Elle a noté que les crises mondiales dont l'examen était inscrit à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies ne manquaient pas. Des problématiques telles que la crise climatique, l'inégalité et l'injustice, la hausse de la polarisation et des discours de haine alimentés par la désinformation numérique, ainsi que les conflits armés, les actes de terreur et de violence étaient si répandues qu'on ne pouvait plus les ignorer alors que leurs incidences se faisaient de plus en plus sentir. Elle a souligné la nécessité d'utiliser des informations factuelles et impartiales pour donner de l'espoir et fournir des exemples concrets de solutions aux problèmes collectifs les plus importants, plutôt que de se contenter de les définir. À cet égard, elle a fait observer que le Département communiquait avec des publics internationaux en créant et en diffusant des informations claires, exactes et impartiales. Elle a par ailleurs souligné que le Département comprenait l'importance du multilinguisme et a appelé l'attention sur les activités qu'il entreprenait pour faire du multilinguisme équilibré une réalité.

4. Lors de l'examen des questions de fond dont le Comité était saisi, de nombreuses délégations, dont celles prenant la parole au nom de grands groupes, se sont dites préoccupées par la prolifération de la mésinformation et de la désinformation entourant la menace existentielle que représentaient les changements climatiques ou les chocs interconnectés subis par l'offre de produits alimentaires et les prix du carburant, qui s'ajoutaient aux autres crises mondiales. Des orateurs ont dit leur inquiétude de voir la manipulation de l'information sur la guerre en Ukraine et la crise entre Israël et Gaza être utilisée pour tromper les publics nationaux et l'audience internationale. À cet égard, de nombreux orateurs ont souligné le rôle crucial de l'ONU dans l'obtention d'informations fiables pour toutes et tous. Plusieurs délégations ont mis en évidence le fait qu'il fallait que l'Organisation communique en temps utile et en veillant à se montrer neutre et exhaustive. En outre, des orateurs ont exprimé leurs préoccupations concernant la suppression de l'information, la manipulation de l'information et le renforcement de la censure numérique, en ce que de telles pratiques catalysaient la violence. Des orateurs ont exprimé leur soutien au travail du Département et au rôle essentiel qu'il jouait en fournissant des informations précises et factuelles à un public mondial, en menant des activités de sensibilisation et en proposant des outils pour traiter la question de l'intégrité de l'information. Plusieurs délégations ont également indiqué que le Sommet de l'avenir, qui se tiendrait prochainement, était l'occasion de donner un nouvel élan au multilatéralisme et de s'engager à respecter l'intégrité de l'information publique.

5. De nombreuses délégations ont noté une prolifération des discours de haine, notamment dans le cadre des persécutions religieuses, de la xénophobie et du racisme. Plusieurs représentants ont également souligné que les femmes étaient touchées de manière disproportionnée par la cyberintimidation et le cyberharcèlement. À cet égard, les représentantes et représentants des États Membres ont félicité le Département de promouvoir des informations scientifiques objectives, inclusives et factuelles pour lutter contre ce fléau. Dans ce contexte, plusieurs représentants ont fait part de leurs préoccupations concernant les restrictions à la liberté d'expression,

en particulier dans des pays engagés dans des conflits en cours. Plusieurs représentants ont évoqué la nécessité de protéger la sécurité des journalistes et leur aptitude à exercer leur métier, en particulier dans les situations de violence. Plusieurs délégations ont souligné l'importance que revêtaient des médias indépendants pour garantir l'accès du public à l'information.

6. De nombreuses délégations se sont félicitées des efforts déployés par le Département pour mener plusieurs campagnes et initiatives visant à lutter contre les crises de l'information. Plusieurs de leurs membres ont salué des initiatives spécifiques telles que l'initiative Verified, le « Programme de formation Chirine Abou Aklé pour les journalistes palestiniens de la presse écrite et audiovisuelle » et la campagne Service et sacrifice. Ces délégations ont également demandé le maintien et la création d'autres activités visant à promouvoir l'égalité des genres, à prévenir de nouveaux conflits et à réaliser la parité linguistique.

7. S'il est vrai que de nombreux intervenants ont félicité le Département pour son utilisation des médias sociaux et des campagnes et initiatives numériques aux fins de la diffusion des travaux de l'Organisation, ils se sont également dits préoccupés par la fracture numérique croissante à l'intérieur des pays et entre eux. De nombreux intervenants ont exhorté l'Organisation à prendre des mesures pour garantir une plus grande sécurité de la desserte Internet, en particulier dans les pays en développement. Une délégation s'est dite inquiète des monopoles dans le domaine des technologies de communication modernes et des sanctions qui étaient imposées contre des pays en développement et qui bloquaient les transferts de technologie. Des orateurs ou oratrices ont également rappelé à l'Organisation de ne pas négliger les médias traditionnels, tels que la radio, la presse écrite et la télévision, sur lesquels une part considérable de la population mondiale comptait encore. En outre, ils ont noté qu'il fallait remédier aux limites de l'accès à des informations fiables, factuelles et multilingues.

8. La question de la prévalence croissante de l'intelligence artificielle générative a été abordée à plusieurs reprises et de nombreuses délégations ont invité le Département à jouer à cet égard un rôle plus marqué dans la lutte contre le risque généralisé que représente l'utilisation de cette technologie à des fins de désinformation et de création d'hypertrucages. Les représentants ont également déclaré que l'intelligence artificielle recelait un immense potentiel dans le domaine de l'information et que le Département devrait redoubler d'efforts pour promouvoir cette technologie en tant qu'innovation positive et outil pouvant être utilisé pour renforcer l'intégrité de l'information et lutter contre la désinformation.

9. Les sujets clefs que sont l'importance continue du multilinguisme s'agissant de diffuser des contenus sur le site web de l'ONU et les plateformes de médias sociaux et le rôle capital du multilinguisme dans le multilatéralisme ont été soulevés par plusieurs intervenants, y compris les représentantes et représentants de grands groupes. L'utilisation des six langues officielles doit être équilibrée afin de refléter la diversité, promouvoir efficacement l'Organisation auprès du public à l'échelle mondiale et garantir l'égalité d'accès à l'information. En outre, beaucoup ont évoqué la question tenant à allouer des ressources appropriées aux efforts de multilinguisme déployés dans le Département. Plusieurs représentants ont relevé la croissance spectaculaire de l'audience francophone et hispanophone et demandé au Département de tenir compte de ce facteur lors de l'allocation des ressources. De nombreux représentants ont constaté que la capacité du Département de financer les efforts en faveur d'un multilinguisme complet et équilibré était limitée, s'agissant, en particulier, de la diffusion d'informations dans des langues non officielles et ils ont engagé le Département à étudier les possibilités de recourir à des contributions novatrices et volontaires afin d'atteindre ces objectifs à cet égard.

10. De nombreux intervenants ont également salué le travail des centres d'information des Nations Unies. Beaucoup se sont félicités de ce que les centres œuvraient à la promotion des mandats des Nations Unies et mobilisaient l'appui aux travaux de l'Organisation par l'utilisation des langues officielles et non officielles. Des délégations ont souligné la nécessité pour l'Organisation de continuer à soutenir les centres d'information afin de renforcer leur capacité de diffuser des informations aux populations les plus vulnérables.

11. Plusieurs orateurs ou oratrices, en particulier, de pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, ont discuté de l'augmentation de la violence due à la mésinformation et à la désinformation qui avait des incidences sur les missions en activité. Ils se sont en outre dits profondément préoccupés par les attaques perpétrées contre les soldats de la paix et d'autres membres du personnel des Nations Unies sur le terrain. Ayant entendu ces commentaires, des orateurs ont encouragé le Département à améliorer ses stratégies de communication pour contrer la propagande anti-Organisation des Nations Unies, qui pourrait également inciter à la méfiance et à la violence à l'égard des soldats de la paix et d'autres membres du personnel des Nations Unies. Ils ont également exhorté le Département à faire connaître les actions et les objectifs des opérations de maintien de la paix et des soldats de la paix servant dans des conditions difficiles, afin d'inciter les communautés dans lesquelles ils opèrent à les appuyer davantage.

12. De nombreuses délégations ont exprimé leur soutien à l'élaboration, par le Département, de principes mondiaux pour l'intégrité de l'information, qui contribueraient à aider les États Membres, les plateformes numériques et d'autres groupes à prendre des mesures pour rendre l'espace numérique plus inclusif et plus sûr pour toutes et tous. Plusieurs délégations ont exprimé leur volonté de contribuer au processus et ont demandé que les Principes soient envisagés dans une perspective multilingue, compte tenu des points de vue et des principes des parties prenantes concernées.

13. La pertinence des partenariats avec les milieux universitaires a été reconnue par quelques représentants, qui ont rappelé que la prolifération de la mésinformation et de la désinformation pouvait être atténuée au mieux par le renforcement de ces collaborations. Plusieurs délégations ont souligné la nécessité d'instaurer également un partenariat avec la société civile et le secteur privé. De nombreuses délégations ont indiqué qu'il fallait promouvoir les objectifs et les principes de l'Organisation auprès des jeunes, en mettant l'accent sur l'éducation aux médias et le renforcement des médias indépendants et pluralistes.

14. Enfin, des représentantes et représentants ont souligné que la culture de la communication, de la transparence et du multilinguisme devait imprégner l'Organisation à tous les niveaux, de façon à faire pleinement connaître aux peuples du monde entier ses objectifs et ses activités. Ils ont déclaré que les efforts de communication de l'Organisation devraient toujours être guidés par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.